



BUDGET 2002 › 2003

Maintenant, parce que c'est maintenant qu'il faut

AGIR

« Depuis le 11 septembre dernier,
l'environnement économique mondial
a été bouleversé. Aujourd'hui, il nous
faut agir pour assurer la sécurité
économique et sociale des Québécoises
et des Québécois. »

Pauline Marois

Vice-première ministre et ministre d'État à
l'Économie et aux Finances, à l'Assemblée
nationale du Québec, le 1^{er} novembre 2001.

Avec le budget 2002-2003, le gouvernement du Québec présente un plan d'action pour soutenir l'emploi et la croissance et pour aider les consommateurs et les gens à revenu modeste. Ce plan d'action permettra d'accélérer des investissements qui favoriseront le maintien ou la création de quelque 16 000 emplois, dès cette année. De plus, ce budget garde le cap sur le déficit zéro, gage d'espoir pour les jeunes générations.

LE DÉFICIT TOUJOURS À ZÉRO

Le gouvernement du Québec a décidé d'agir maintenant en utilisant tous ses leviers économiques pour soutenir l'économie et la confiance des consommateurs, tout en maintenant le déficit à zéro. C'est le message de confiance et d'espoir le plus sûr que le gouvernement souhaite communiquer à la population.

ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ DE LA POPULATION 43 MILLIONS

« Le terrorisme a fait prendre conscience au monde entier de la valeur inestimable de la sécurité comme composante essentielle de notre qualité de vie. »

- › Renforcement des activités policières de lutte contre le terrorisme.
- › Mise en place d'équipes d'intervention en matière de risques chimiques et biologiques.
- › Renforcement du réseau d'alerte d'information zoosanitaire.
- › Nécessité de la participation du Québec et du Canada à un périmètre de sécurité nord-américain.

SOUTIEN SUPPLÉMENTAIRE POUR LES CONSOMMATEURS 400 MILLIONS

Le gouvernement adopte trois mesures de soutien à la consommation qui se répercuteront rapidement sur l'économie.

Injection rapide de 250 millions de dollars pour soutenir la consommation

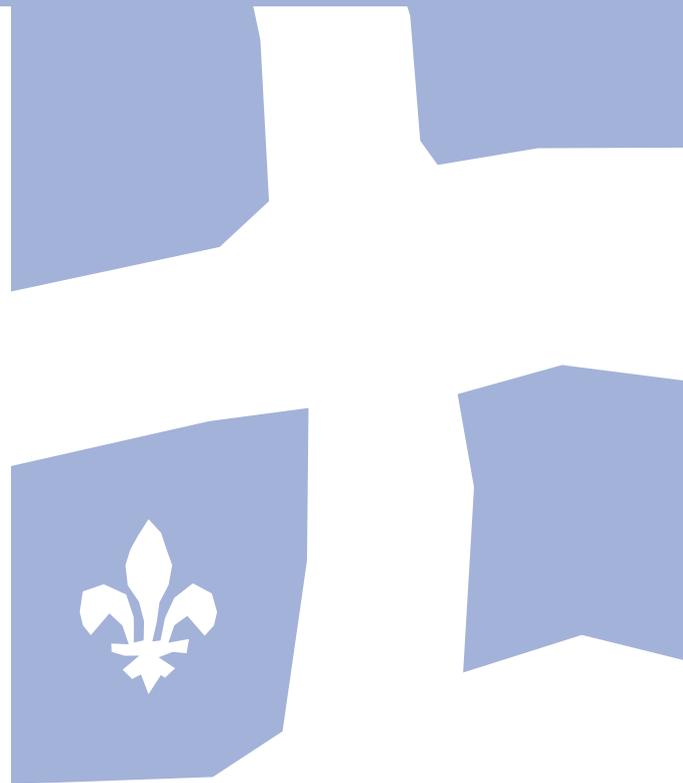
- › 100 \$ de plus par adulte (200 \$ pour un couple) pour les 2,5 millions de bénéficiaires du crédit d'impôt pour la TVQ en décembre 2001.

Pleine indexation du régime d'imposition des particuliers

77 millions de dollars de plus pour les contribuables : révision à la hausse du taux d'indexation de 1,8 % à 2,7 %, le 1^{er} janvier 2002

Conformément aux engagements du dernier budget, le régime d'imposition des particuliers sera pleinement indexé le 1^{er} janvier 2002. De plus, le taux d'indexation sera révisé à la hausse, mesure qui profitera à plus de trois millions de contribuables.

75 millions de dollars de plus pour les prestataires d'aide sociale : indexation des prestations d'aide sociale le 1^{er} janvier 2002



CONSTRUIRE OU RÉNOVER 40 000 LOGEMENTS : INVESTISSEMENT DE PRÈS DE 500 MILLIONS

« Avoir un logement décent, c'est plus qu'avoir un toit, c'est reconquérir une partie de sa dignité. »

Afin d'améliorer la situation des ménages qui éprouvent des difficultés à se loger convenablement à un coût abordable, près de 500 millions de dollars seront investis pour construire et rénover plus de 40 000 logements.

- › 362 millions de dollars pour la construction de 13 000 logements à loyer modique ou abordable.
- › 111 millions de dollars pour la rénovation de plus de 27 000 logements principalement occupés par des ménages à faible revenu.

ACCÉLÉRER LES INVESTISSEMENTS PUBLICS 3 MILLIARDS

Pour soutenir l'économie et l'emploi, le budget annonce des investissements de 3 milliards de dollars qui répondent aux besoins des citoyens et améliorent la compétitivité de l'économie québécoise.

Répondre aux besoins des citoyens

- › Près de 500 millions de dollars consacrés au logement.
- › 500 millions de dollars de plus dans la santé et les services sociaux :
 - › construction et rénovation de centres d'hébergement et de soins de longue durée ;
 - › réaménagement de plusieurs urgences ;
 - › achat de nouveaux équipements et modernisation des systèmes de traitement et de circulation d'information.
- › 400 millions de dollars de plus dans l'éducation :
 - › amélioration de la qualité des lieux d'enseignement et construction d'écoles et de pavillons universitaires ;
 - › aménagement de nouvelles installations pour l'enseignement professionnel et technique ;
 - › création du programme *Villages branchés du Québec*.
- › 50 millions de dollars de plus pour la construction de centres de la petite enfance.

Améliorer la compétitivité de l'économie québécoise

- › 400 millions de dollars de plus pour la réfection du réseau routier.
- › 350 millions de dollars de plus pour la réfection des infrastructures municipales : traitement et distribution de l'eau potable, incluant l'assainissement des eaux, ainsi que les projets à incidences économiques, urbaines et régionales.
- › 100 millions de dollars de plus pour des infrastructures dans la recherche, la science et la technologie.
- › 100 millions de dollars de plus pour les équipements culturels, notamment pour la construction ou la rénovation de bibliothèques, musées et salles de spectacle.
- › 500 millions de dollars d'investissements supplémentaires de la part des sociétés d'État.

SOUTENIR LES ENTREPRISES DANS TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Pour accélérer les projets d'investissements privés et aider les entreprises à traverser cette période plus difficile, le gouvernement du Québec bonifie certains programmes d'aide et met en place une nouvelle société vouée au financement des PME, La Financière du Québec. Des améliorations sont aussi apportées à la stratégie de développement économique des régions ressources.

Mesures particulières de soutien aux PME

- › Les PME pourront reporter leurs acomptes provisionnels pour l'ensemble du 4^e trimestre de l'année 2001. Des liquidités additionnelles de 525 millions de dollars seront ainsi disponibles pour les PME.
- › Les remises de déductions à la source deviennent trimestrielles à partir du 1^{er} janvier 2002 pour les entreprises dont les retenues mensuelles n'excèdent pas 1 000 \$. Cette mesure éliminera la production de 800 000 formulaires.

Création de La Financière du Québec, une société vouée au financement des PME

- › Attribution de prêts aux entreprises, en plus des garanties de prêts.
- › Formules novatrices de financement établies sur une base d'affaires pour répondre aux besoins des PME.
- › 140 millions de dollars pour l'aide au fonds de roulement des entreprises, pour des entreprises en démarrage ainsi que pour les petites coopératives et les entreprises d'économie sociale.

Accentuation de l'effort en faveur des régions ressources

- › Impôt zéro pendant dix ans sur le revenu, le capital et la masse salariale pour les entreprises dont le capital est inférieur à 30 millions de dollars au lieu des 15 millions de dollars initialement prévus.
- › Modifications apportées au crédit d'impôt remboursable pour les activités de transformation afin de favoriser le maintien des emplois existants.
- › Enveloppe de 12 millions de dollars à SOQUEM pour l'exécution de travaux d'exploration minière avec ses partenaires.

TROIS INITIATIVES POUR AGIR SUR LES DÉCISIONS D'INVESTISSEMENT PRISES AUJOURD'HUI

1. Bonification du programme FAIRE*

- › Majoration de 150 millions de dollars pour l'exercice financier en cours et de 200 millions de dollars pour 2002-2003.
- › Augmentation des projets d'investissement grâce à la réduction du seuil minimal d'admissibilité de 10 millions de dollars à 5 millions de dollars et des projets créateurs d'emplois de 100 à 50 emplois.
- › Prolongement du programme jusqu'en 2004-2005.

* FAIRE: Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi.

2. Réduction de 50 % de la taxe sur le capital

- › 60 % des entreprises, soit plus de 160 000 PME, ne paieront plus de taxe sur le capital dès janvier 2003.
- › La taxe sur le capital sera réduite de plus de 50 % d'ici 2007.

3. Mesures en faveur de la nouvelle économie

- › Prolongation jusqu'au 31 décembre 2013 des différents programmes existants.
- › Élargissement du soutien fiscal aux entreprises de commerce électronique implantées dans le territoire entourant la Cité du commerce électronique.

www.finances.gouv.qc.ca

Finances

Québec

